



## Résumé de la pétition

Le pétitionnaire déplore que les efforts déployés pour lutter contre les escroqueries financières mises en place par l'intermédiaire de virements bancaires et de cartes de crédit demeurent inefficaces, comme le montrent les statistiques publiées dans le magazine Polizia Moderna, qui indiquent que, bien que 60 185 cybercrimes et 14 646 escroqueries financières aient été signalés en 2024, ils n'ont donné lieu qu'à 870 et 24 arrestations, respectivement. Le pétitionnaire incrimine le fait que les banques ne réalisent pas automatiquement de contrôles préalables en vue de vérifier si le bénéficiaire effectif de l'opération est autorisé à proposer des services financiers dans le pays du client. Le pétitionnaire ajoute qu'aucun contrôle n'est réalisé en vue de déterminer l'identité des intermédiaires et des plateformes participant aux opérations ou s'il s'agit d'entreprises légitimes. Le pétitionnaire demande l'adoption d'une loi obligeant les banques européennes à inclure certaines informations sur les formulaires de virement, telles que l'identité du bénéficiaire effectif et le site web de la plateforme ou de la société cible concernée. Les banques européennes devraient également être tenues de contrôler systématiquement les informations qui leur sont fournies et de les croiser non seulement avec les listes blanche et noire de la Centrale des risques de la Banque d'Italie, mais aussi avec celles tenues par la commission des opérations de bourse italienne (CONSOB) et l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF). Le pétitionnaire préconise également le blocage automatique des virements vers des tiers et des plateformes non autorisés ainsi que l'intégration des registres officiels de l'Italie et de l'Europe. Le pétitionnaire propose en outre la création d'un fonds de solidarité financé par les banques afin d'indemniser les victimes d'escroqueries financières. Il estime qu'il est crucial de lutter contre les escroqueries financières en ligne, s'agissant en particulier d'empêcher les virements vers de fausses plateformes ou des plateformes non autorisées, et demande également le renforcement des mesures de protection des citoyens, qui sont trop souvent abandonnés à leur sort ou non indemnisés.

